

République Démocratique du Congo

Conseil pour la
Recherche Appliquée
en Management



Board for Applied
Research in
Management

Reconstitution des données, clôture de comptes, audit
comptable et financier, formation et conseil en gestion

Data reconstruction, accounts closing, financial and
accounts audit, training and hints on management

RAPPORT DE VERIFICATION DES DEPENSES DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SUBVENTION

Projet : IMPACT

Septembre 2021

☎ (+243) 994410149 – 812375124

E-mail: cramopip@yahoo.fr, dakolomami@gmail.com

Numéro impôt: A 1006512q CD/KNG/RCCM/20-A-02369 N° : 01-M6901-N65924C

Bureau Immeuble TCPK Local 6/Kinshasa/Gombe

Bureau de liaison (Liaison Bureau): Quartier Pumbu n°82, Avenue Ngeba, Commune de Mont-Ngafula

Compte Bancaire : CRAM/ n°1201 5040 501 00 73 TMB

Kinshasa /Rép. Dém. Du Congo (Kinshasa/Dem. Rep. of Congo)

TABLE DES MATIERES

- 1. TERMES DE REFERENCE DE L'AUDIT
- 1. INFORMATIONS RELATIVES AU CONTRAT DE SUBVENTION
- 2. RAPPORTS D'OBSERVATIONS FACTUELLES
 - 2.1. CERTIFICAT DE VERIFICATION
 - 2.2. INFORMATIONS RELATIVES AU CONTRAT DE SUBVENTION
 - 2.3. PROCEDURES EXECUTEES ET OBSERVATIONS FACTUELLES
- 3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

ANNEXES.

- 1. COMMENTAIRES DE L'AUDITEUR
- 2. ETATS FINANCIERS AUDITES
- 3. DONNEES D'INVENTAIRE

1. TERMES DE REFERENCE POUR UNE VERIFICATION DES DEPENSES

Les clauses ci-après constituent les termes de référence («TDR») suivant lesquels la LICOCO ayant son siège social au N°14, Avenue Loango, Quartier 1, Commune de N'djili à Kinshasa/ République Démocratique du Congo , accepte de donner mandat au Conseil pour la Recherche Appliquée en Management « CRAM » («l'auditeur») pour l'exécution d'une vérification des dépenses et l'établissement d'un rapport portant sur un contrat de subvention financé par le TI concernant le projet intitulé « « Intégrité, mobilisation, Participation, Anti-corruption et transparence » , en sigle **IMPACT**.

Responsabilités des parties au mandat

Il incombe à la LICOCO de fournir un rapport financier sur le projet financé grâce au contrat de subvention qui respecte les termes et conditions du contrat de subvention et de veiller à ce qu'une comparaison puisse être effectuée entre celui-ci et son système de comptabilité et de tenue des comptes, ainsi que ses comptes et relevés.

Il appartient à la LICOCO de fournir des informations suffisantes et adéquates, à la fois financières et non financières, pour étayer le rapport financier.

La LICOCO reconnaît que la capacité de l'auditeur d'exécuter les procédures imposées par le présent mandat dépend effectivement de l'accès total et inconditionnel qu'elle lui garantit à son personnel et à son système de comptabilité et de tenue des comptes, ainsi qu'à ses comptes et relevés.

L'auditeur « Cram » est chargé d'exécuter les procédures convenues de la façon définie dans les présents termes de référence et de soumettre un rapport d'observations factuelles à la LICOCO.

2. Objet du mandat

Le présent mandat a pour objet les rapports financiers relatifs au contrat de subvention pour la période sous révision d'avril à 2018 -.septembre 2021. Un regard particulier doit porter sur cours de change du rapport d'audit 2016-2017.

3. Raison du mandat

La LICOCO est tenu de soumettre à TI un rapport de vérification des dépenses établi par un auditeur externe pour étayer le paiement sollicité au titre des conditions générales du contrat de subvention.

4. Type de mandat et objectif

Cette vérification des dépenses porte sur l'exécution de certaines procédures convenues en ce qui concerne le rapport financier relatif au contrat de subvention.

Cette vérification doit permettre à l'auditeur d'appliquer les procédures spécifiques énumérées dans le contrat de subvention.

5. Normes et éthique

L'auditeur exécute ce mandat:

- Dans le respect de la norme International Standard on Related Services («ISRS») 4400 Engagements to perform Agreed-upon Procedures regarding Financial Information [Missions d'exécution de procédures convenues en matière d'information financière], éditée par l'IFAC;
- En conformité avec le Code of Ethics for Professional Accountants [code d'éthique pour comptables professionnels], élaboré et publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (IESBA) [Conseil international pour les normes éthiques des comptables] de IIFAC. Ce Code énonce des principes éthiques fondamentaux pour les auditeurs portant sur l'intégrité, l'objectivité, l'indépendance, la compétence professionnelle, l'obligation de prudence et de diligence, la confidentialité, le comportement professionnel et les standards techniques. Bien que l'ISRS 4400 ne prévoie pas l'indépendance comme critère pour les missions convenues, l'administration contractante exige que l'auditeur soit indépendant du bénéficiaire et se conforme aux exigences d'indépendance du code d'éthique de l'IFAC pour comptables professionnels.

6. Établissement de rapport

Le rapport de vérification des dépenses devrait décrire l'objectif, les procédures convenues et les observations factuelles du mandat d'une manière suffisamment détaillée pour permettre au bénéficiaire et à l'administration de TI de comprendre la nature et la portée des procédures exécutées et des observations factuelles communiquées par l'Auditeur.

L'utilisation du modèle de rapport de vérification des dépenses dans le cadre d'un contrat de subvention de TI. Ce rapport devrait être fourni par l'auditeur à la **LICOCO** dans un délai de **15 jours** ouvrables suivant le jour de la signature des présents termes de référence ou de démarrage des travaux.

Mr. Dominique Mulenda LUAPE
Expert-Comptable agréé EC/000429
Directeur des audits /CRAM



1. INFORMATIONS RELATIVES AU CONTRAT DE SUBVENTION

1.1. Objet, durée et période de mise en œuvre.

Le contrat a pour objet l'octroi par le « TI » à la « LICOCO » en République Démocratique du Congo d'une subvention en vue de la mise en œuvre du projet intitulé : **IMPACT** « Intégrité, mobilisation, Participation, Anti-corruption et transparence ».

La LICOCO est le bénéficiaire de la subvention, qui a accepté et s'est engagée à mettre en œuvre le projet sous sa responsabilité, et dans les conditions stipulées dans le contrat de subvention et ses annexes

Le TI s'est engagé à financer un montant maximal de **485.292 Euro** équivalant à **100%** du montant total de coûts éligibles estimés du projet.

Le lieu d'exécution du contrat est Kinshasa en République démocratique du Congo.

1.1	NOM DU PROJET	IMPACT « INTEGRITE, MOBILISATION, PARTICIPATION, ANTI-CORRUPTION & TRANSPARENCE
1.2	Pays et région	<i>République Démocratique du Congo. Ville province de Kinshasa et le Kongo central</i>
1.3	N° du projet	
1.4	Domaine d'intervention principal	<i>Mobiliser les citoyens à lutter contre la corruption</i>
1.5	Domaine d'intervention secondaire	<i>Plaidoyer pour que les politiques adoptent & appliquent des lois ou des règles anti-corruption</i>
1.6	Objectif global et spécifiques	<p>Objectif global du Projet Impact : Sensibiliser des citoyens, victimes de la corruption à travers les CAJAC à lutter contre la corruption. Et amener les politiques à mettre en place des réformes qui luttent contre la corruption.</p> <p>Pour l'activité TEA TAC Objectif Global : Renforcer la contribution de la société civile africaine aux efforts et aux engagements de l'union Africaine en matière de lutte contre la corruption au cours de l'année Africaine de lutte contre la corruption en 2018 et après</p> <p>Spécifiques : - Sensibiliser des citoyens, victimes de la corruption à</p>

		<p>travers les CAJAC à lutter contre la corruption ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amener les politiques à mettre en place des reformes qui luttent contre la corruption. <p>N.B : Pour l'activité TEA- TAC : Vers l'application des engagements de l'Afrique contre la corruption.</p>
1.7	LICOCO responsables	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coordonnateur projet/Secrétaire Exécutif : Ernest MPARARO Tel +243816049837 E-mail :licocordc@gmail.com 2. Responsable Adm & Financier: Innocent LUBALA. Tel : + 243 89 8972 130 E-mail : innocentlubala2020@gmail.com
1.8	Responsables TI	<ol style="list-style-type: none"> 1. Directeur Programme 2. Coordonnateur du programme
1.9.	Bénéficiaires du projet	<ul style="list-style-type: none"> - La population victime de la corruption à Kinshasa, Kongo central ; - L'administration publique. Cours& Tribunaux ; - Pour l'activité TEA - TAC : <u>CENAREF</u>, Ministère Affaires Etrangères
	Durée prévue du projet	62 mois
1.10	Date de démarrage estimée	04/08/2016
1.11	Cout total du projet	484.056 Euro
1.12	Apport local	USD
1.13	Co-financement	0 USD
1.14	Apport financé par TI	484.056 Euro = 529 470,14 \$. Taux 1 Euro=1,09382 USD.
1.15	Coordonnées bancaires	Equity Bank, : N° 000180000101156011200-60
1.16	Conditions de paiement	<ul style="list-style-type: none"> - Transfert bancaire - Après avoir consommé plus ou moins 70% du précédent transfert
1.17	Date de réception de la demande de fonds	02/08/2016
1.18	Remise de rapports intermédiaires	Trimestriel, semestriel, annuel
1.19	Remise de rapport narratif final et rapport financier final	Fin Septembre 2021

1. RAPPORT D'OBSERVATIONS FACTUELLES

- 1.1. CERTIFICAT DE VERIFICATION**
- 2.2. PROCEDURES DE VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES DEPENSES AVEC
LE BUDGET ET LE CONTRAT DE SUBVENTION**

Kinshasa, le 23 Octobre 2021

CERTIFICAT DE VERIFICATION

A Madame Bitih BISIMWA NZIGERE
Président ai du Conseil d'Administration de LICOCO
N°14, Avenue Loango, Quartier 1, Commune de N'djili
Kinshasa/ République Démocratique du Congo

Madame le Président ai,

Conformément aux termes de référence datés du 14/09/2021 que vous avez convenus avec la LICOCO, nous vous transmettons notre rapport d'observations factuelles « le rapport » relatif au rapport financier annexé pour la période du **01/04/2018 au 30/09/2021**.

La LICOCO nous a demandé l'exécution de certaines procédures en relation avec votre rapport financier et le contrat de subvention financé par le TI concernant le projet intitulé : **IMPACT** « Intégrité, mobilisation, Participation, Anti-corruption et transparence »

Tâches à exécuter.

Conformément aux TDR, les tâches à exécuter portaient sur la gestion financière, comptable et de matériels en vue d'examiner :

- Le respect des normes de régularité financière;
- L'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne;
- La conformité aux objectifs du projet et le respect des contrats avec TI;
- La conduite économique du projet et l'affectation efficace des ressources financières;
- L'éligibilité des dépenses effectuées et reportées dans les rapports financiers

☎ (+243) 994410149 – 812375124

E-mail: cramopip@yahoo.fr, dakolomami@gmail.com

Numéro impôt: A 1006512q CD/KNG/RCCM/20-A-02369 N° : 01-M6901-N65924C

Bureau Immeuble TCPK Local 6/Kinshasa/Gombe

Bureau de liaison (Liaison Bureau): Quartier Pumbu n°82, Avenue Ngeba, Commune de Mont-Ngafula

Compte Bancaire : CRAM/ n°1201 5040 501 00 73 TMB

Kinshasa /Rép. Dém. Du Congo (Kinshasa/Dem. Rep. of Congo)

Normes et éthique observées

Nous avons exécuté notre mandat dans le respect de la norme International Standard on Related Services («ISRS») 4400 Engagements to perform Agreed-upon Procédures regarding Financial Information [Missions d'exécution de procédures convenues en matière d'information financière], éditée par l'International Fédération of Accountants («IFAC»),

En conformité avec le Code of Ethics for Professional Accountants [code d'éthique pour comptables professionnels], publié par l'IFAC. Bien que l'ISRS 4400 ne prévoise pas l'indépendance comme critère pour les missions convenues. Toutefois, TI impose à l'auditeur l'obligation de se conformer aux exigences d'indépendance du code d'éthique pour comptables professionnels.

Procédures exécutées

Comme demandé, nous n'avons exécuté que les procédures en rapport avec les points de contrôle énumérés dans les termes de référence du mandat.

Ces procédures ont été établies par TI et ont été exécutées uniquement dans le but de l'aider à vérifier que les recettes et dépenses que la LICOCO a déclarées dans le rapport financier du projet IMPACT sont éligibles conformément aux termes et conditions du contrat de subvention.

Sources d'information

Le rapport présente les informations qui nous ont été fournies en réponse à des questions spécifiques pour lesquelles nous avons besoin d'éclaircissement.

Après avoir analysé les états financiers (recettes et dépenses du projet pendant la période sous révision ; il s'est dégagé ce qui suit :

- Les recettes de la période pour le projet s'élèvent à **300.104,70 USD** (dont **61.005,74 USD** du solde antérieur) et les dépenses correspondant au total de coûts éligibles qui font l'objet de la vérification se situent à un total de **299.943,73 USD**. La période clôture avec un solde de **160,97 USD**.
- Les dépenses correspondantes au versement provenant de TI pour le projet qui font l'objet de la vérification dégagent un ratio de couverture de 100 %. Celles-ci s'élèvent à un total de **299.943,73 USD** et représentent 99,95% des recettes. Ce ratio de 100% couvre le montant total des dépenses contrôlées par nos soins, exprimé en pourcentage du total des dépenses soumises à vérification.

Utilisation du présent rapport

Le présent rapport concerne exclusivement les rapports financiers annuels du projet Impact visé ci-dessus et s'étend très peu sur les données en rapport avec la structure LICOCO.

Le présent rapport n'a d'autre finalité que celle formulée dans le paragraphe 'objectifs' du Tdr.

Confidentiel et réservé à votre usage personnel, il a été établi dans le seul but de vous permettre d'avoir une information financière sur la légalité, la régularité et éligibilité ou non des dépenses, ainsi que l'enregistrement des opérations dans les livres comptables du projet.

Ce rapport ne peut être utilisé ni communiqué à d'autres fins que celles prévues dans le contrat.

OPINION DE L'AUDITEUR

Nous auditeurs comptables et financiers indépendants, certifions par le présent certificat que la LICOCO, possède un système de gestion financière du projet satisfaisant et de contrôle interne pour contrôler la réception et le décaissement des fonds du projet Impact ; et pour établir des rapports sur l'utilisation et l'état de ces fonds.

De la vérification et contrôle de conformité des fonds mis à la disposition du projet, le contrôle de conformité a eu pour but de déterminer d'un côté si les états financiers, objet de l'audit, présentent fidèlement la situation financière et les opérations financières sont conformes aux principes comptables généralement admis, de l'autre si la LICOCO s'est conformée aux lois et à la convention de financement des activités.

Après avoir passé en revue le contrat de donation et le contrôle sur terrain, il ressort que les fonds mis à la disposition du projet par le TI, sont de subventions d'origine légale accordées à la LICOCO en République Démocratique du Congo. Chaque versement reçu a été clairement indiqué pendant la période sous révision. Ces fonds sont destinés à l'exécution du projet d'intérêt communautaire et ne sont pas d'origine douteuse ou de secteurs de violation de la conformité telle que : la corruption ou la drogue.

La LICOCO, en dépit des observations sur les procédures « Absence de mise en concurrence des fournisseurs sur quelques achats des biens et services »¹ ; est capable, de façon satisfaisante, de mettre en œuvre le projet, d'assurer le suivi de performance, et d'établir des rapports sur les activités et les résultats de ce projet.

Notons que les justificatifs et documents d'appui concernant les relevés des recettes et des dépenses qui ont été mis à notre disposition sont exhaustifs pour justifier toutes les dépenses.

Étant donné que les procédures exécutées par nos soins constituent un audit et un examen effectué conformément aux normes internationales d'audit ; nous fournissons une assurance concernant ce rapport financier qui reflète fidèlement la situation financière du projet.

Nous nous tenons à votre disposition pour toute information ou assistance complémentaire que vous souhaiteriez obtenir.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Président ai, l'expression de nos salutations distinguées.

Dominique MULENDA LUAPE
Expert-Comptable agréé EC/000429
Directeur des audits/CRAM



1.1.1. ETATS FINANCIERS DU PROJET

1.1.1.1. Résumé.

1	Solde comptable précédent	USD
	Banque	60867,31
	Caisse	138,43
	Sous total	61005,74
2	Ressources de la période	
	Subvention TI IMPACT	210449,71
	Subvention TI TEA TAC	28 649,25
		239 098,96
	Total ressources	300 104,70
3	Dépenses suivant l'état récapitulatif	
3	Human Resources	63975,4
3	Travel	11349,79
3	Training Manuals, and publications costs	95306,56
3	Good, Assets and Supplies	37753,99
4	Project Administration costs-communications	13912,81
4	Other Direct Costs-Any costs not mentioned	53649,44
4	TEA TAC	23995,74
	Total dépenses	299943,73
	Solde comptable	160,97
	Banque	26,19
	Caisse	134,78

2.1.1.2. Synthèse de l'état récapitulatif des dépenses

TABLEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE/ PROJET IMPACT /SYNTHESE 3 ANNEES (YEAR 3,4 et 5) : Avril 2018- Septembre 2021							
CODE BUDGET	RUBRIQUES	BUDGET APPROUVE	DEPENSES				ECARTS BUDGETAIRES
			YEAR 3	YEAR 4	YEAR 5	TOTAL	
2.	Human Resources	62703,03	28596,00	31969,40	3410,00	63975,40	-1272,37
4	Travel	24578,62	7632,71	3717,08	0,00	11349,79	13228,83
5	Training Manuals, and publications costs	87778,34	41037,76	29471,30	24797,50	95306,56	-7528,22
6	Good, Assets and Supplies	34233,03	25534,00	9321,99	2898,00	37753,99	-3520,96
7	Project Administration costs-communications	15103,44	6670,53	5074,36	2167,92	13912,81	1190,63
8	Other Direct Costs-Any costs not mentioned	51708,24	20237,10	18578,03	14834,31	53649,44	-1941,20
A,B	TEA TAC	24000,00	23995,74		0,00	23995,74	4,26
	TOTAL GENERAL (1+2+3+4+5+6)	300104,7	153703,84	98132,16	48107,73	299943,73	160,97

2.2. INFORMATIONS RELATIVES AU CONTRAT DE SUBVENTION

2.2.1. Termes et conditions du contrat de subvention

Nous avons eu une connaissance suffisante des termes et conditions de ce contrat de subvention, conformément aux articles 1 ,2 et 3 des TDR.

La LICOCO nous a remis une copie du contrat de subvention original et de ses annexes. Il nous a remis également les différents rapports financiers annuels (4 au total) intermédiaires (conformément aux conditions de contrat).

Aucune observation factuelle ne résulte de cette procédure.

2.2.2. Rapports financiers relatifs au contrat de subvention

- L'élaboration des rapports financiers annuels que nous avons eu le privilège de consolider remplit les conditions qui figurent au contrat de financement
- Ce rapport présente les informations que vous nous avez fournies en réponse à des questions spécifiques pour lesquelles nous avons besoin d'éclaircissement ;
- Le rapport financier est conforme au modèle synthétisé du partenaire financier.
- Le rapport financier couvre 99,95% de la totalité de cout prévu du projet pendant la période de référence ;
- Le rapport financier n'a pas été établi dans la langue du contrat de subvention (l'anglais).

Les principales informations financières/budgétaires sont résumées dans le tableau ci-dessous.

2.2.3. Recettes du projet.

Conformément aux dispositions aux dispositions relatives au contrat de subvention, nous avons vérifié les recettes du projet provenant du TI pour la période sous contrôle,

- Le décaissement en faveur du projet est l'ordre **300.104,70 USD** représentant 100% du total du budget de la période.
- Les virements ont été effectués dans un compte bancaire spécifique ouvert pour les fonds du projet ;
- Les modalités de versement par tranche ont été respectées :

Solde comptable précédent	
Banque	60867,31
Caisse	138,43
Sous total	61005,74
Ressources de la période	
Subvention TI IMPACT	210449,71
Subvention TI TEA TAC	28 649,25
	239 098,96
Total ressources	300 104,70

Nous n'avons pas d'observation à formuler.

2.2.4. Procédures de vérification des dépenses sélectionnées

Nous avons appliqué les règles de sélection des dépenses ainsi que les principes et critères de couverture de la vérification, tels qu'ils sont établis dans les TDR 3.1-3.4 relatifs à la vérification des dépenses. Les dépenses sélectionnées pour la vérification sont répertoriées comme suit :

1. Human Resources
2. Travel
3. Training Manuals, and publications costs
4. Good, Assets and Supplies
5. Project Administration costs-communications
6. Other Direct Costs-Any costs not mentioned
7. TEA TAC

Nous n'avons pas rencontré de difficultés dans l'application des règles de sélection des dépenses ainsi que des principes et critères de couverture de la vérification.

2.2.5. Règles de comptabilité et de tenue des comptes

Les documents obtenus et les tests effectués nous ont permis de nous assurer que :

- La LICOCO a respecté les règles de comptabilité et de tenue des comptes prévues des conditions du contrat de subvention.
- Les comptes tenus par la LICOCO pour la mise en œuvre du projet sont analytiques et précis ;
- La LICOCO ne dispose pas d'un système de comptabilité à partie double. Toutefois, il utilise un tableur Excel bien structuré qui lui permet de présenter les données comptables avec précision et clarté ;
- Les comptes et dépenses relatives au projet sont aisément identifiables et vérifiables à travers un grand livre ;
- Les documents bancaires et les comptes indiquent qu'aucun intérêt n'a été perçu sur les fonds versés par le TI au projet.

Observations factuelles liées à cette procédure :

2.2.6. Procédures de vérification de la conformité des dépenses avec le budget et contrôle analytique

Nous avons effectué le rapprochement et la comparaison nécessaires entre les informations contenues dans le rapport financier avec le système de gestion mis en place et les documents comptables du LICOCO.

Aucune observation factuelle ne résulte de cette procédure. Nous n'avons pas constaté d'anomalies. Le rapport financier reflète sincèrement l'image fidèle des données issues de la comptabilité.

2.2.7. Taux de change

Le taux de change à la négociation du projet (**1 Euro=1,09 USD.**) n'a pas été strictement respecté en ce sens que d'un côté, le taux au transfert de fonds est toujours différents de celui avec lequel le compte est crédité en dollars américain ; de l'autre, le rapport entre le dollar américain et le franc congolais est demeuré très fluctuant.

Nous avons lis et analysé le rapport de suivi financier de TI et avons constaté que la différence du montant (Audit 2016-Mars 2018) provient d'un côté de l'enregistrement dans le rapportage financier TI des frais administratifs de l'ordre de 10.675 Euro et de l'usage d'un taux de change euro-dollars en Europe plus ou moins fixe et rapproché de celui de négociation du contrat. C'est ce qui dégage une différence cumulée de 14.466 Euro entre le rapport de suivi financier que fait TI et les données de l'exécution des activités sur terrain en République Démocratique du Congo.

Signalons que les fonds transférés par TI sont réceptionnés dans le compte bancaire de la Licoco en dollars et la grande partie des dépenses est faits en dollars au taux de réception. Ainsi, les dépenses encourues dans une monnaie autre que l'Euro, particulièrement le dollars USD en RDC n'ont été converties au taux de change à la négociation du contrat **(1 Euro =1,09 USD).**

Aucune observation factuelle ne résulte de cette procédure.

2.2.8. Coûts acceptés

Nous avons vérifié et constaté que la LICOCO n'est effectivement pas en mesure de récupérer les taxes par le biais d'un système d'exonération et/ou de remboursement a posteriori.

Le fait qu'il ne détient pas l'exonération a pour conséquence que le TI n'exclut pas la prise en charge des taxes, en l'occurrence la taxe sur la valeur ajoutée constatée sur les opérations d'achat.

Observation factuelle.

Au regard des conditions générales du contrat, il s'observe que le fonds du TI ne sont pas exonérés. On ne sait pas avec exactitude le statut fiscal des fonds de TI en République Démocratique du Congo.

2.3. PROCEDURES DE VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES DEPENSES AVEC LE BUDGET ET CONTROLE ANALYTIQUE

2.3.1. Budget du contrat de subvention

Nous avons exécuté un contrôle analytique des rubriques de dépenses des rapports financiers. Nous avons constaté que le budget mentionné dans les rapports financiers correspond totalement à ceux du contrat de subvention. Les dépenses encourues sont conformes aux lignes prévues.

2.3.2. Modification du budget du contrat de subvention :

Les conditions contractuelles applicables au présent projet sont énoncées dans le contrat de subvention signé entre la LICOCO et le TI.

Aucun avenant n'implique une modification du montant maximal de la subvention. Toutefois, nous avons constaté une *réallocation des fonds sur quelques lignes budgétaires pour se conformer aux conditions générales de la convention de subvention.*

Aucune modification du cout total du budget n'a été opérée pendant la période de mise en œuvre du projet en dépit des réaménagements de quelques lignes budgétaires.

2.3.3 Éligibilité des coûts directs

Nous avons vérifié, pour chaque poste de dépenses sélectionné, les critères d'éligibilité établis pour les procédures des conditions générales du contrat et aux TDR relatifs à la vérification des dépenses.

Nous avons vérifié et constaté que les dépenses sélectionnées et examinées sont couvertes par les coûts directs et enregistrées dans des rubriques des coûts directs des rapports financiers.

Un regard analytique a été porté sur les dépenses enregistrées par TI à travers son modèle de rapportage. De cette analyse, il ressort que le total de dépenses comptabilisées au niveau de TI pour l'ensemble du programme est 526.825,94 USD ; alors que les enregistrements à la comptabilité de la Licoco dégagent un montant de 529.309,07 USD. Il a été observé une différence de 2.483,13 USD due au fait à la non prise en compte par TI de la dépense en rapport avec la garantie locative qui du reste, à la fin du projet devra être remboursé à TI à défaut d'une négociation sur son autre éventuelle utilisation.

Nos contrôles n'ont pas révélé d'anomalies quant à leur affectation aux coûts directs.

Nous avons procédé aux vérifications des dépenses en rapport avec les justificatifs, la présence physique (en ce qui concerne les biens durables), les sous-rubriques et rubriques budgétaires correspondantes. Nous avons constaté :

- Que les dépenses relatives à chaque poste sélectionné ont été effectivement encourues par le projet et le concerne bien. Pour cela nous avons vérifié la composition et réalité des dépenses sur la base des factures, contrats, preuves de paiement et autres sources de vérification ;
- Que les dépenses relatives à chaque poste sélectionné ont été encourues durant la période de mise en œuvre du projet ;
- Que les dépenses relatives à chaque poste sélectionné étaient indiquées dans le budget du projet ;

- Que les dépenses relatives à chaque poste sélectionné étaient nécessaires à la mise en œuvre du projet ;
- Que les dépenses relatives à chaque poste sélectionné étaient enregistrées dans le système de comptabilité du projet, conformément aux normes de comptabilité applicables en République démocratique du Congo et à ses pratiques comptables habituelles ;
- Que les pratiques comptables de la LICOCO sont conformes aux normes de comptabilité applicables en République démocratique du Congo ;
- Que les dépenses relatives à chaque poste sélectionné étaient étayées par des preuves et notamment par les justificatifs spécifiés des conditions générales du contrat de subvention ;
- Que la valeur monétaire de chaque poste de dépenses sélectionné était conforme aux justificatifs ;
- Que les dépenses examinées ont été bien classées, selon leur nature, dans les sous-rubriques adéquates des rapports financiers.

Nous n'avons pas d'observation à formuler.

2.3.4. Le budget.

Le cout total audité s'élève à 300.104,70 USD qui ont été mis à la disposition de la LICOCO soit un taux d'exécution de l'ordre de 100% de respect d'engagement de la part de TI. Les prévisions budgétaires ayant servi de point de départ de vérification des dépenses se présentent comme suit :

Codes	Rubriques	Montants approuvés
2.	Human Resources	62 703,03
4	Travel	24 578,62
5	Training Manuals, and publications costs	87 778,34
6	Good, Assets and Supplies	34 233,03
7	Project Administration costs-communications	15 103,44
8	Other Direct Costs-Any costs not mentioned	51 708,24
A,B	TEA TAC	24 000,00
	Total	300.104.70

Le total des dépenses que nous avons vérifiées s'élève à **299.943,73** USD et, est résumé dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE/ PROJET IMPACT /SYNTHESE 3 ANNEES (YEAR 3,4 et 5) : Avril 2018- Septembre 2021							
CODE BUDGET	RUBRIQUES	BUDGET APPROUVE	DEPENSES				ECARTS BUDGETAIRES
			YEAR 3	YEAR 4	YEAR 5	TOTAL	
2.	Human Resources	62703,03	28596,00	31969,40	3410,00	63975,40	-1272,37
4	Travel	24578,62	7632,71	3717,08	0,00	11349,79	13228,83
5	Training Manuals, and publications costs	87778,34	41037,76	29471,30	24797,50	95306,56	-7528,22
6	Good, Assets and Supplies	34233,03	25534,00	9321,99	2898,00	37753,99	-3520,96
7	Project Administration costs-communications	15103,44	6670,53	5074,36	2167,92	13912,81	1190,63
8	Other Direct Costs-Any costs not mentioned	51708,24	20237,10	18578,03	14834,31	53649,44	-1941,20
A,B	TEA TAC	24000,00	23995,74		0,00	23995,74	4,26
	TOTAL GENERAL (1+2+3+4+5+6)	300104,7	153703,84	98132,16	48107,73	299943,73	160,97

Le ratio global de couverture des dépenses est de **100 %**. Ce ratio représente le montant total des dépenses contrôlées par nos soins, exprimé en pourcentage du total des dépenses soumises à vérification. Ce dernier montant est égal au total des dépenses que vous avez déclarées dans les rapports financiers annuels.

Les dépenses correspondant au total de coûts éligibles qui font l'objet de la vérification s'élèvent à un total de **299.943,73 USD**. Ces dépenses représentent **99,95 %** du cout total du budget de la période.

2.3.5. Les acquisitions et les données d'inventaire.

- Sur base des observations indiciaires et de constats faits, la gestion des matériels au niveau du projet est convenable en dépit de leur emplacement souvent menacé par les inondations pendant la saison pluvieuse. La gestion du patrimoine, commence d'abord par l'expression du besoin d'acquisition par le service utilisateur, ensuite, l'analyse des modalités d'acquisition (analyse de besoin, la disponibilité des ressources budgétaires, la mise en concurrence des fournisseurs si possible) et enfin, par la commande, réception de la livraison et le paiement de la facture.
- Une fois reçu, le bien acquis est mis à la disposition du service utilisateur sur base d'une fiche d'affectation.
- L'examen des documents de gestion des équipements et de stock des biens de montre que pour s'assurer de la bonne gestion, les documents ci-après sont exploités :
 - Les fiches d'immobilisation.
 - Les données d'inventaire.

NB. Il n'existe pas encore de registre des immobilisations.

Notons que les documents essentiels à la gestion ont été tenus avec régularité.

Au 30 septembre, date de la clôture du projet, les biens du projet sont facilement identifiés.

3. A. CONCLUSION.

Les objectifs de notre audit sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion.

Ces états financiers, qui font apparaître un total net de ressources de l'ordre de **300.104,70 USD** et les dépenses de **299.943,73 USD**, ont été arrêtés par le service financier du projet. Le solde comptable de clôture de la période se situe à **160,97 USD**. Nous avons observé une cohérence entre solde comptable et extra – comptable.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit (ISA) permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions financières que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur celle-ci.

Conformément aux constats faits et aux informations reçues au cours de nos travaux, il est évident que la gestion financière du projet n'a pas connu des difficultés réelles.

En nous référant au corps du rapport, nous sommes d'avis que les états financiers tels qu'ils nous ont été présentés expriment fidèlement la situation du projet au 30/09/2021. Sur base des pièces justificatives qui nous ont été fournies, nous les avons confrontées aux dépenses de chaque rubrique, nous confirmons que chacune des factures sélectionnées était conforme à la rubrique budgétaire concernée.

3.b. RECOMMANDATIONS.

1. Négocier avec TI, sur la dépense en rapport avec la garantie locative,
2. Mettre en place un registre d'immobilisation

Dominique MULENDA LUAPE
Expert-Comptable agréé EC/000429
Directeur des audits / Cram



The image shows a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'D. Mulenda Luape'. To the right of the signature is a circular stamp. The stamp contains the text 'CONSEIL POUR LA RECHERCHE' at the top, 'Cram' in the center, and 'APPLIQUÉ EN MANAGEMENT' at the bottom.

ANNEXES

1. COMMENTAIRES DE L'AUDITEUR A L'ATTENTION DU STAFF DU PROJET.
2. ETATS FINANCIERS AUDITES
3. DONNEES D'INVENTAIRE



COMMENTAIRES DE L'AUDITEUR A L'ATTENTION DU STAFF DU PROJET.

1. INTRODUCTION

Nous avons audité les dépenses et les recettes déclarées dans les différents rapports financiers annuels du projet **IMPACT** Couvrant la période du 01/04/2018 au 30/09/2021 Ce rapport a été établi conformément au Contrat de subvention et ses Annexes.

Nos constatations sont présentées dans les parties prévues à cet effet de notre rapport, qui est exclusivement destiné à vous le Président ai du conseil d'administration et vise à donner l'assurance que les fonds alloués au projet ont été dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables.

1.1. Responsabilités respectives de la LICOCO et la nôtre

Aux termes des conditions contractuelles, LICOCO a la responsabilité :

- D'établir des rapports narratifs et des rapports financiers conformément à la convention de financement,
- De veiller à ce que les rapports financiers donnent une image fidèle des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le projet, conformément aux termes de référence de la mission d'audit.

Ces derniers précisent que nous devons réaliser notre travail conformément aux normes internationales d'audit (émises par l'International Federation of Accountants) dans la mesure où ces normes peuvent être appliquées dans le contexte spécifiques d'un audit visant à vérifier le respect des conditions contractuelles.

Ces normes nous imposent de respecter les règles de déontologie applicables lors de l'exécution de nos travaux.

1.2. Etendue de l'audit

L'audit a été réalisé sur la base des articles des dispositions applicables au contrat de subvention et aux Termes de référence.

Notre tâche consiste à recueillir suffisamment d'éléments justifiant les montants et les informations figurant dans les rapports financiers pour fournir l'assurance, sur la base d'un niveau de confiance de 99,94 %, que les rapports financiers sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes.

Nous avons pris en compte tous les éléments probants disponibles qui nous ont été présentés au cours de nos travaux.

1.3. Diffusion et utilisation

Le présent rapport que vous avez demandé est exclusivement destiné à votre information et usage personnel.

2. CONSTATATIONS

2.1 Constatations financières

Nous n'avons pas de constatation financière à faire compte tenu du fait que nos contrôles nous ont permis de relever que :

- La documentation des dépenses est précise et complète ;
- Il n'y a pas eu de prise en charge des dépenses ne concernant pas le projet ;
- Les recettes du projet sont rigoureusement documentées ;
- Les dépenses figurant dans les rapports audités sont éligibles;

Toutefois, le taux de change utilisé n'est pas strictement correct à celui qui a été contracté.

2.2 Constatations autres

Elles concernent :

- Le manque d'avenant concernant les modifications opérées sur certaines lignes budgétaires;
- L'absence de la mise en concurrence des fournisseurs sur l'achat des équipements.
- Le manque d'un logiciel comptable.

3. DEROULEMENT DE L'AUDIT

Vous nous avez chargés de réaliser le présent audit conformément au contrat et au TDRs.

3.1 Motif de l'audit

Le présent audit a pour objectif de nous permettre d'exprimer une opinion sur les éléments suivants :

- Les rapports financiers donnent une image fidèle, dans tous ses états significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le projet IMPACT au cours de la période du 01/04/2018 au 30/09/2021 ;
- Les fonds alloués au projet par le TI ont, dans tous leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles ;
- Le système de contrôle interne que vous avez mis en place et utilisé afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du projet a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période sous audit. ;

- L'état de l'actif présente correctement (nombre, description et valeur des actifs) et de façon exhaustive (tous les actifs couverts par les dépenses dans les rapports financiers) les acquis pour le projet au cours de la période sous révision ;

3.2. Réalisation de l'audit

L'audit a été réalisé au site de la LICOCO afin d'avoir une première idée du contexte de la mission, nous nous sommes appropriés le contrat de subvention en même temps que ses annexes et principalement les annexes qui contiennent des informations essentielles quant au motif de l'audit, au contrat de subvention applicable au projet. Par « contrat de subvention », on entend les conditions, règles et critères définis dans un contrat de subvention de TI dans le cadre de ce projet.

3.2.1. Conditions contractuelles

L'étendue du présent audit supposait d'avoir une compréhension suffisante de contrat de subvention de TI applicable au projet et, notamment des exigences concernant l'établissement des rapports financiers ainsi que la présentation et la communication des informations financières et l'éligibilité des dépenses.

1.2.2. Etendue des travaux

L'audit financier a couvert les dépenses et les recettes déclarées dans les rapports financiers relatifs au projet pour la période du 1^{er} Avril au 30 Septembre 2021.

L'audit a inclus des éléments et procédures spécifiques qui sont détaillés au point suivant.

3.2.3 Limitations de l'étendue des travaux

Nous n'avons rencontré aucune limitation lors du déroulement de nos travaux.

3.3. Procédures d'audit

L'étendue des travaux a inclus les éléments et procédures spécifiques suivants :

3.3.1. Connaissance du contexte de la mission.

Le programme d'audit mis en œuvre peut être résumé succinctement comme suit :

- Prise de connaissance du projet, du LICOCO, et des conditions relatives au projet ;
- Réunion d'ouverture avec le LICOCO ;
- Analyse des risques liés aux dépenses du projet basée sur les informations disponibles ;
- Revue du contrôle interne mis en place pour la gestion du projet :
 - La gestion des actifs ;
 - La gestion des avoirs en caisse et en banque (trésorerie) ;
 - La comptabilité et le système d'information financière ;
 - Le logiciel informatique ;
 - le contrôle du budget et des dépenses ;

- La gestion des ressources humaines, des salaires et du temps ;
- La tenue d’une réunion de clôture avec les gestionnaires du projet pour présenter les constatations de l’audit et prendre note des commentaires éventuels exprimés par les intervenants.

3.3.2. Evaluation des risques et caractère significatif

Nous avons évalué les risques de la manière suivante :

- Evaluation du risque que les dépenses et les recettes déclarées dans le rapport financier présentent des erreurs ou des anomalies significatives, que celles-ci résultent d’erreurs ou de fraudes ;
- Evaluation du risque d’erreur significative, d’irrégularité ou de fraude dans l’utilisation des fonds alloués au projet par TI, en cas d’absence ou de défaillance d’un contrôle ou d’une série de contrôles ;
- Application d’un seuil de signification/taux de matérialité de 2% du montant total des dépenses brutes pour le projet avec un niveau de confiance de 99,94%.

3.3.3. Obtention d’éléments probants concernant la conception des contrôles et tests de contrôles

Nous avons concentré notre test sur les contrôles clés qui portent sur les éléments à prendre en considération et mentionnés dans la partie « prise de connaissance » ci-dessus. Pour ce faire, nous avons interviewé les responsables respectifs et analysé les documents disponibles afin de :

- Comprendre les procédures de contrôle par le biais des entretiens avec les responsables concernés et susceptibles de détenir des informations utiles ;
- Analyser l’efficacité des contrôles internes mis en place ; déterminer si la conception du système de contrôle interne limite suffisamment les risques liés à la réalisation du projet, c’est-à-dire évaluer si le système de contrôle interne est conçu de façon adéquate ;
- Vérifier le respect des conditions contractuelles ;
- Vérifier les réalisations et examiner les documents, les rapports, les registres physiques ou électroniques des opérations, les procédures comptables et les autres procédures clés d’autorisation et de contrôle interne ;
- Tester certaines procédures de contrôle interne.

3.3.4. Procédures de substance

Pour l’échantillon des dépenses sélectionnées, nous avons procédé comme suit :

- Examiner les pièces justificatives pour déterminer l’éligibilité des dépenses ;
- Revoir la nature des dépenses par rapport à celle prévue dans le contrat ;
- Vérifier si les dépenses ont été engagées durant la période contractuelle du projet ;
- Inventorier les éléments d’actif du projet au cours de la période auditée ;
- Vérifier le respect des procédures de passation de marché incluant la sélection des fichiers d’appels d’offres et l’examen de la documentation originale, (vérifier l’appel d’offre, la publicité, le procès-verbal du comité d’évaluation, la grille d’évaluation, le paiement, etc.) en se focalisant sur les dates, les signatures, les taux de change, les taxes et autres.

3.3.5. Procédures analytiques

Nous avons exécuté des procédures analytiques en :

- Faisant une revue analytique des dépenses effectivement engagées par rapport au budget du projet en comparant le budget aux dépenses effectives ;
- Effectuant un test de vraisemblance en évaluant les informations financières obtenues à partir d'une analyse des rapports plausibles entre des données financières et non financières ;
- Réconciliant le rapport financier avec le grand livre et autres documents (listes des dépenses, documents de travail, etc.).

1. PERSONNES RENCONTREES

N°	NOMS	FONCTION
1	Innocent LUBALA	Responsable Administratif et Financier
2	Mireille KIMA	Coordonnatrice CAJAC / LICOCO.
3	Lydie LUTETE	Comptable
4	Thomas MAKOKI	Secrétaire Administratif

Kinshasa, le 03/10/2021

Pour le Cram.

Dominique MULENDA LUAPE
Expert-Comptable agréé EC/000429
Directeur des audits/CRAM



2. ETATS FINANCIERS AUDITES

SYNTHESE

TABLEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE/ PROJET IMPACT /SYNTHESE 3 ANNEES (YEAR 3,4 et 5) : Avril 2018- Septembre 2021							
CODE BUDGET	RUBRIQUES	BUDGET APPROUVE	DEPENSES				ECARTS BUDGETAIRES
			YEAR 3	YEAR 4	YEAR 5	TOTAL	
2.	Human Resources	62703,03	28596,00	31969,40	3410,00	63975,40	-1272,37
4	Travel	24578,62	7632,71	3717,08	0,00	11349,79	13228,83
5	Training Manuals, and publications costs	87778,34	41037,76	29471,30	24797,50	95306,56	-7528,22
6	Good, Assets and Supplies	34233,03	25534,00	9321,99	2898,00	37753,99	-3520,96
7	Project Administration costs- communications	15103,44	6670,53	5074,36	2167,92	13912,81	1190,63
8	Other Direct Costs-Any costs not mentioned	51708,24	20237,10	18578,03	14834,31	53649,44	-1941,20
A,B	TEA TAC	24000,00	23995,74		0,00	23995,74	4,26
	TOTAL GENERAL (1+2+3+4+5+6)	300104,7	153703,84	98132,16	48107,73	299943,73	160,97

2.1. TABLEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE/ PROJET IMPACT YEAR 3							
CODES	RUBRIQUES	BUDGET	DEPENSES			ECART	TAUX DE
		APPROUVE	1er sem	2ème sem	Cumul	REALISATION	
2	Human Resources	28 636,80	14 298,00	14 298,00	28596,00	40,80	100%
2.1	Coordonateur	9 396,00	4 698,00	4 698,00	9396,00	0,00	100%
2.2	Comptable	4 810,20	2 400,00	2 400,00	4800,00	10,20	100%
2.3	Assistant administratif	4 810,20	2 400,00	2 400,00	4800,00	10,20	100%
2.4	Charge de communication	4 810,20	2 400,00	2 400,00	4800,00	10,20	100%
2.5	Assistant programme	4 810,20	2 400,00	2 400,00	4800,00	10,20	100%
4	4. Travel	11 455,00	1 670,00	5 962,71	7632,71	3822,29	67%
4.1	Participation LICOCO à l'UNCAC	7445,75	405,00	3491,71	3896,71	3549,04	52%
4.2	Participation de la LICOCO à différentes rencontres régionales et internationales sur la lutte contre la corruption	4009,25	1265,00	2 471,00	3736,00	273,25	93%
5	Training Manuals, and publications costs	37 535,54	24 007,36	17 030,40	41037,76	22906,96	109%
5.1	Impression 20000 dépliants, publicité à la télé&radio	9 843,00	6 627,36	11 499,00	18126,36	-8283,36	184%
5.2	Organisation CAJAC Mobiles	4 387,79	2 300,00	1 331,40	3631,40	756,39	83%
5.4	Organisation campagnes de sensibilisation (Radio, Télé, Ecoles auprès des femmes) et 5 campagnes de plaidoyer	6 576,25	4 000,00	2 200,00	6200,00	376,25	94%
5.5	Suivi des dossiers au niveau de la Justice&Administration	8 018,50	2 370,00	2 000,00	4370,00	3648,50	54%
5.6	Contribution Licoco/Atelier regional	8 710,00	8 710,00	0,00	8710,00	0,00	100%
6	Good, Assets and Supplies	25 201,00	12 832,00	12 702,00	25534,00	-333,00	101%
6.1	Achat 2 ordinateurs	316,16	0,00	350,00	350,00	-33,84	111%
6.2	Frais de communication (bureaux cajac et siège)	1 532,84	1 180,00	1 320,00	2500,00	-967,16	163%
6.3	Location 2 Bureaux CAJAC	6 000,00	3 000,00	4 100,00	7100,00	-1100,00	118%
6.4	Salaire Agents CAJAC+ Gardien licoco/4 Agents CAJAC+ Gardien licoco	17 352,00	8 652,00	6 932,00	15584,00	1768,00	90%

7	Project Administration costs-communications	6 300,95	4 052,85	2 617,68	6670,53	-369,58	106%
7.1	Abonnement internet	3 000,00	1 874,90	1015,00	2889,90	110,10	96%
7.2	Achat carburant groupe électrogène	1 100,95	442,19	483,10	925,29	175,66	84%
7,3	Fournitures du bureau&Supports informatiques	2 200,00	1 735,76	1 119,58	2855,34	-655,34	130%
8	Other Direct Costs-Any costs not mentioned	14 686,46	14352.98	4467.78	18820.76	-4134,30	128%
8.1	Audit Financier	5 000,00	4250,00	0,00	4250,00	750,00	85%
8.2	Taxes&autres cotisations sociales	-	41,64	93	134.64	-134,64	
8,3	Loyer siège +frais d'entretien bureau	6 000,00	5 800,00	2 400,00	8200,00	-2200,00	137%
8,4	Frais d'entretien véhicule et carburant	3 686,46	4 261,34	1 974,78	6236,12	-2549,66	169%
	TOTAL GENERAL (1+2+3+4+5)	123815,75	71213,19	57078,57	128291,76	-5892,35	104%

2.2. TABLEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE/ PROJET IMPACT YEAR 4

CODES	RUBRIQUES	BUDGET	DEPENSES			ECART	TAUX DE
		APPROUVE	1er sem	2ème sem	Cumul		
2	Human Resources	32 020,23	15 986,46	15 982,94	31969,40	50,83	100%
2.1	Coordonateur	6 038,64	3 018,78	3 018,78	6037,56	1,08	100%
2,2	Comptable	4 102,56	2 051,28	2 051,28	4102,56	0,00	100%
2,3	Assistant administratif	4 102,56	2 051,28	2 051,28	4102,56	0,00	100%
2.4.4	Agents CAJAC+ Gardien licoco	17 776,47	8 865,12	8 861,60	17726,72	49,75	100%
4	Travel	13 123,62	1 882,08	1 835,00	3717,08	9406,54	28%
4.1	Participation LICOCO à l'UNCAC Dubai	5 123,62	0,00	0,00	0,00	5123,62	0%
4.2	Participation de la LICOCO à différentes rencontres régionales et internationales sur la lutte contre la corruption	8 000,00	1882,08	1 835,00	3717,08	4282,92	46%
5	Training Manuals, and publications costs	34 242,80	15 951,30	13 520,00	29471,30	4771,50	86%
5,1	Impression 15000 dépliants, publicité à la télé&radio	17 735,40	11 206,30	7 400,00	18606,30	-870,90	105%
5.2	Organisation CAJAC Mobile (24X150)	6 164,10	895,00	1 450,00	2345,00	3819,10	38%
5.3	Publication de cas de corruption dans la presse	300,00	0,00	180,00	180,00	120,00	60%
5.4	Organisation 5 campagnes de sensibilisation (Radio, Télé, Ecoles auprès des femmes) et 5 campagnes de plaidoyer	7 118,80	3 000,00	3 500,00	6500,00	618,80	91%
5.5	Suivi des dossiers au niveau de la Justice&Administration	2 924,50	850,00	990,00	1840,00	1084,50	63%
6	Good, Assets and Supplies	8 432,03	4 586,51	4 735,48	9321,99	-889,96	111%
6.1	6.1. Achat 2 ordinateurs	1 000,00	391,51	366,48	757,99	242,01	76%

6.2	1.2. Achat 1 grande photocopieuse, imprimante	1 121,30	0,00	0,00	0,00	1121,30	0%
6.3	1.3. Frais de communication	1 524,41	895,00	1 069,00	1964,00	-439,59	129%
6.4	1.4. Location 2 Bureaux CAJAC	4 786,32	3 300,00	3 300,00	6600,00	-1813,68	138%
7	Project Administration costs-communications	7 406,75	1 848,78	3 225,58	5074,36	2332,39	69%
7.1	7.1. Abonnement internet	3 418,80	530,00	1120,00	1650,00	1768,80	48%
7.2	7.2. Achat carburant groupe électrogène	1 709,41	315,40	945,58	1260,98	448,43	74%
7.3	7.3. Fournitures du bureau&Supports informatiques	2 278,54	1 003,38	1 160,00	2163,38	115,16	95%
8	Other Direct Costs-Any costs not mentioned	27 709,78	5 322,75	13 255,28	18578,03	9131,75	67%
8.1	8.1. Audit Financier	4 558,40	0,00	0,00	0,00	4558,40	0%
8.2	8.2. Taxes&autres cotisations sociales	4 102,56	303,99	222,50	526,49	3576,07	13%
8.3	8.3. Loyer siège +frais d'entretien bureau	6 437,00	2 400,00	3 200,00	5600,00	837,00	87%
8.4	8.4. Frais d'entretien véhicule et carburant	4 558,64	2 618,76	2 267,85	4886,61	-327,97	107%
8.5	8.5. Atelier SNI Rencontres régionales	4 473,93	0,00	4 833,93	4833,93	-360,00	108%
8.6	TEA TAC	3579,25	0,00	2 731,00	2731,00	848,25	76%
	TOTAL GENERAL (1+2+3+4+5)	122935,21	45577,88	52554,28	98132,16	24803,05	80%

2.3. ;TABLEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE/ PROJET IMPACT YEAR 5

CODE	RUBRIQUES	BUDGET	DEPENSES		Cumul	ECART	TAUX DE
		APPROUVE	1er sem	2ème sem			
2	Human Resources	2 046,00	3 410,00	0,00	3410,00	-1364,00	167%
2.1	Comptable	1 364,00	1 705,00	0,00	1705,00	-341,00	125%
2.2	Assistant programme	682,00	1 705,00	0,00	1705,00	-1023,00	250%
5	Training Manuals, and publications costs	16 000,00	24 797,50	0,00	24797,50	-8797,50	155%
5.1	Vulgarisation du Baromètre mondial sur la corruption	1 000,00	1 000,00	0,00	1000,00	0,00	100%
5.2	Organisation des 10 CAJAC mobiles	1 500,00	9 217,50	0,00	9217,50	-7717,50	615%
5.3	Elaboration du rapport sur l'Ind 16.5 des ODD/SDG	12 000,00	5 000,00	0,00	5000,00	7000,00	42%
5.4	Suivis dossiers au niveau des Administrations&Justice	1 500,00	4 100,00	0,00	4100,00	-2600,00	273%
5.5	Organisation des 10 Campagnes de sensibilisation sur le CAJAC	-	3 000,00	0,00	3000,00	-3000,00	
5.6	Suivis des activités à Matadi	-	2 480,00	0,00	2480,00	-2480,00	
6	Good, Assets and Supplies	600,00	2 898,00	0,00	2898,00	-2298,00	483%
6.1	Frais de communication	600,00	1 425,00	0,00	1425,00	-825,00	238%
6.2	Salaire Agents cajac	-	1 023,00	0,00	1023,00	-1023,00	
6.3	Achat d'un ordinateur	-	450,00	0,00	450,00	-450,00	
7	Project Administration costs-communications	1 395,74	2 167,92	0,00	2167,92	-772,18	155%
7.1	Abonnement internet	331,91	645,00	0,00	645,00	-313,09	194%
7.2	Achat carburant groupe électrogène	500,00	702,92	0,00	702,92	-202,92	141%
7.3	Fournitures du bureau	563,83	820,00	0,00	820,00	-256,17	145%
8	Other Direct Costs-Any costs not mentioned	9 312,000	14 745,88	88,43	14834,31	-5522,31	159%
8.1	Loyer siège +frais d'entretien bureau	3 200,00	7 200,00	0,00	7200,00	-4000,00	225%
8.2	Frais d'entretien véhicule et carburant	800,00	2 703,88	0,00	2703,88	-1903,88	338%
8.3	PROJET TEA TAC	1 070,00	600,00	0,00	600,00	470,00	56%
8.4	Frais d'audit	4 242,00	4 242,00	0,00	4242,00	0,00	100%
8.5	FRAIS BANCAIRES	-	0,00	88,43	88,43	-88,43	
	TOTAL GENERAL (1+2+3+4+5)	29353,74	48019,30	88,43	48107,73	-18753,99	164%

3. INVENTAIRE BIENS DURABLES ACQUIS /FONDS TI

	CODE SU BIEN	DESIGNATION NATURE	MARQUE	DATE D'ACQUISITION	VALEUR D'ACQUISITION	OBSERVATION
1	MAD/MOB B/TABLE DU BUREAU/TI	TABLES	TABLE BUREAU	04/08/2016	230\$	BON ETAT
2	MAD/MOB B/TABLE AVEC RETOUR/TI	TABLE	TABLE AVEC RETOUR	04/08/2016	250\$	BON ETAT
3	MAD/MOB B/TABLE SALLE DE REUNION/TI	TABLE	TABLE SALLE DE REUNION	04/08/2016	270\$	BON ETAT
4	MAD/MAT ROUL/JEEP/TI	TOYOTA FORTUNER	MHF 4459698011256	14/08/2016	20.000\$	BON ETAT
5	MAD/MAT BUR/APPAREIL CAMAM/TI	APPAREIL PHOTO	1 CAM SAM	16/08/2016	261.90\$	BON ETAT
6	MAD/MAT BUR/RETROPROJECT EUR/TI	RETRO PROJECTEUR	EPSON EB531	16/08/2016	471.42\$	BON ETAT
7	MAD/MAT INFOR/IMPRIMANTE/TI	3 IMPRIMANTES	IMPRIMANTE SAMSUNG 2070	16/08/2016	628.57\$	1 BON ETAT& 2 EN PANNE
8		1 LAPTOP	HP	16/08/2016	942.85\$	BON ETAT
9	MAD MOB BUR/TABLE BUREAU/TI	TABLES	TABLE BUREAU	18/08/2016	800\$	BON ETAT
10	MAD/MAT BUR/STABILISATEUR	STABILISATEUR	TANAKO	30/08/2016	85.71\$	BON ETAT
11	MAD/ARM/	ARMOIRES ET TIROIRS	ARMOIRES	08/09/2016	900\$	OK
12	MAD/MAT.INFORM/IMPRIMANTE	IMPRIMANTE	IMPRIMANTE HP	25/11/2016	119.79\$	ASSEZ BIEN
13	MAD/MOB BUR/TABLE BUR ET ETAGERE/TI	TABLE + ETAGERE	TABLE BUREAU+ETAGERE EN BOIS	29/12/2016	244.97\$	BON ETAT
14	MAD/MAT BAFFLE FIS/BAFFLE FIS CAJAC/TI	BAFFLE	BAFFLE FIS	06/01/2017	406.4\$	EN PANNE
15	MAD/MAT BUR/APPAREIL/PHOTO/TI	APPAREIL PHOTO	CAMELA SAM 1100NY	08/07/2017	263.37\$	BON ETAT
16	MAD/MAT.INFOR LAPTOP/TI	LENOVO 500GB	LENOVO 5000GB	04/08/2017	324.84\$	BON ETAT
17	MAD/MAT.INFOR/LAPTOP/HP/TI	HP	HP	25/09/2017	315\$	EN PANNE
18	MAD/MAT INFOR/LAP TOP/HP/TI	HP DVE	HP DVE	25/11/2017	291.66\$	ASSEZ BIEN
19	MAD/MAT.BUR/APPAREIL PHOTO/TI	TAMFRA SAMSUNG	TAMFRA SAMSUNG	25/11/2017	237.18\$	BON ETAT

20	MAD/MAT.INFOR/LAPTOP/TI	LAPTOP HP DUEL COM	LAP TOP HP DUEL COM	25/11/2017	235.93\$	BON ETAT
21	MAD/MAT.INFOR/LAPTOP/TI	HP 2130	HP 2130	01/12/2017	65\$	BON ETAT
22	MAD/MAT.INFOR/LAPTOP/TI	LAPTOP	DELL	17/10/2018	350\$	ASSEZ BIEN
23	MAD MAT.INFORM/LAPTOP/TI	LAPTOP	LENOVO 500 G	18/04/2019	320\$	BON ETAT
24	MAD/MAT.INFORM/LAPTOP/TI	LAPTOP	LAPTOP DELL	20/08/2019	325\$	BON
25	MAD/MAT ROUL/GROUPE ELECTROGENE/TI	GROUPE ELECTROGENE	ELEWAX	19/11/2019	407.18\$	BON ETAT
26	MAD/MAT.INFORM/LAPTOP/TI	LAP TOP	HP	27/05/2021	450\$	TRES BON ETAT

RELEVÉ DE COMPTE



LICOCO A.S.B.L
3697BLVD DU 30 JUIN-0000
MISSING@MIGRATION

A/C No.

De

à

00018000010115601120060 - USD - COMPTE COURANT

DATE	MONTANT	LIBELLE	DEBIT	CREDIT	
			01-08-2021	30-09-2021	
23-09-2021		Retrait en cash,RETRAIT PAR MR.LUBALA SA FARI/LUTET			
23-09-2021		FRAIS SUR RETRAIT EN CASH	5.500,00		3.840,24 Cr
23-09-2021		TVA CHARGE	55,00		3.785,24 Cr
24-09-2021	23-09	APPRO COMPTE:23-09-2021 Transfert au sein de Equity LICOCO A.S.B.L Vers LICOCO A.S.B.L	8,80		3.776,44 Cr
			3.750,00		26,44 Cr
Total de la Page:			9.313,80	0	26,44 Cr
Total général:			9.370,85	9.397,29	26,44 Cr
Chèques non payés:					0,00



